



**N° 2025 -BU-077**

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-cinq, le Jeudi 26 Juin à dix-sept heures trente, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du site administratif de Cercy-la-Tour sous la Présidence de David BONGARD, 1<sup>er</sup> Vice-Président.

**Présents :**

Antoine-Audoin MAGGIAR, Annick BERTRAND, Pierre TISSIER-MARLOT, Jean-Christophe SAVE, Dominique STRIESKA, Didier BOURLON, Serge DUCREUZOT, David BONGARD, Jean-Paul LAMBOURG, Michel MARIE

**Absents excusés :** Serge CAILLOT, Marie-Claire RANVIER, Michel MULOT

**Étaient également présents :** Maëlle GRANGEON, DGS.

**Secrétaire de séance :** Annick BERTRAND

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 10
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 10

Envoyé en préfecture le 17/07/2025

Reçu en préfecture le 17/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025\_BU\_077-DE



\*\*\*\*\*

**Personnel**

**Recours à un avocat spécialisé en droit du travail**

**N°2025-BU-077**

M. David BONGARD, 1<sup>er</sup> Vice-Président, explique que le chef d'équipe du S2I au grade d'agent de maîtrise, en congé grave maladie depuis le 24 février 2022 a été reconnu inapte définitivement à toutes fonctions. En cas d'inaptitude définitive, l'agent peut être licencié pour inaptitude physique.

Conformément à la procédure, il a été reçu en entretien préalable de licenciement le 23 mai dernier. Celui-ci a informé la collectivité vouloir renoncer au bénéfice du préavis qui est de 4 mois dans le cas présent en raison de sa reconnaissance en qualité de travailleurs handicapés.

La CCBLM a déposé un dossier de saisine pour licenciement pour inaptitude physique auprès de la commission consultative paritaire (CCP) du CDG58. Une avance a été faite début juin 2025 sur son indemnité de licenciement, l'agent étant actuellement sans traitement.

En outre, concernant la pension d'invalidité de catégorie 2, elle vient se déduire du demi-traitement en cas de grave maladie et l'indu d'indemnités journalières, l'agent a perçu les deux pendant une période donnée.

Pour cette situation, la CCBLM s'appuie sur le décret n°88-145 du 15 février 1988 : [Article 12 - Modifié par Décret n°2022-350 du 11 mars 2022 - art. 45](#) soit : "Le montant du traitement servi pendant une période de maladie, de grave maladie, d'accident du travail, de maladie professionnelle, de maternité, de paternité et accueil de l'enfant, ou d'adoption est établi sur la base de la durée journalière d'emploi de l'intéressé à la date d'arrêt du travail.

.../...

Les prestations en espèces servies en application du régime général de la sécurité sociale par les caisses de sécurité sociale ou par les régimes de protection sociale des professions agricoles en matière de maladie, maternité, paternité et accueil de l'enfant, adoption, invalidité, accidents du travail ou maladie professionnelle ainsi que les pensions de vieillesse allouées en cas d'inaptitude au travail sont déduites du plein ou du demi-traitement maintenu par les collectivités ou établissements en application des articles 7 à 10.

Pour cette situation délicate ayant un impact financier important, la commission RH du 17 juin 2025 propose de faire appel à un avocat spécialisé en droit du travail.

**Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité, approuve le recours à un avocat conseil spécialisé en droit du travail pour cette affaire.**

Envoyé en préfecture le 17/07/2025

Reçu en préfecture le 17/07/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250626-2025\_BU\_077-DE



**Pour copie certifiée conforme,  
Fait à Moulins-Engilbert,  
Le 26 Juin 2025**

**La Secrétaire de Séance,  
Annick BERTRAND.**



**Pour Le Président,  
Le Vice-Président  
David BONGARD.**